



HAL
open science

Des désordres productifs ? Conflits urbains et luttes sociales à Karachi (Pakistan)

Laurent Gayer

► **To cite this version:**

Laurent Gayer. Des désordres productifs ? Conflits urbains et luttes sociales à Karachi (Pakistan). Sociétés contemporaines, 2024, 130, pp.101-128. 10.3917/soco.130.0101 . hal-04694213

HAL Id: hal-04694213

<https://sciencespo.hal.science/hal-04694213v1>

Submitted on 7 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Des désordres productifs ?

Conflits urbains et luttes sociales à Karachi (Pakistan)

Laurent Gayer¹

Brouillant les frontières entre la guerre et la paix, les états de désordre prolongés font l'objet d'une attention croissante de la part des sciences sociales. Jusqu'à présent, peu de travaux se sont pourtant intéressés aux modalités de reproduction de l'économie productive et des solidarités professionnelles dans les moments de dislocation apparente de l'ordre politique et social. Synthétisant les résultats d'une enquête menée de 2014 à 2022 sur la fabrique de l'ordre industriel à Karachi, l'article tente de combler cette lacune en observant les effets de trois décennies de conflits urbains sur les rapports sociaux de production dans l'industrie textile. Cette étude de cas est l'occasion de relativiser l'aversion présumée du capitalisme à l'instabilité et l'irrégularité. En mettant au jour les effets d'aubaine des conflits armés pour les possédants, tout autant que les brèches ouvertes par ces mêmes conflits dans la domination patronale, il s'agit par ailleurs d'étendre la réflexion sur les formes contemporaines de ré-enchâssement de l'économie dans le social et le politique. Enfin, la récente résurgence de mobilisations intercommunautaires dans l'industrie textile de Karachi invite à s'interroger sur les conditions de survie d'un cosmopolitisme subalterne au sein des sociétés fortement polarisées par des décennies d'affrontements armés.

Mots-clés : Capitalisme – Violence – Politiques urbaines – Conflits sociaux

Productive disorder? Urban conflicts and social struggles in Karachi (Pakistan)

For the past fifteen years or so, situations of chronic civil strife have been the object of increasing attention from the social sciences. Until now, however, few studies have focused on the modalities of reproduction of the productive economy and of work-based solidarities in moments of apparent dislocation of the political and social order. Synthesizing the results of an investigation conducted from 2014 to 2022 on the fabric of corporate order in Karachi, the article attempts to fill this gap by observing the effects of three decades of urban conflict on relations of production within the textile and garment industry. This case study allows us to relativize capitalism's presumed aversion to instability and irregularity. By bringing to light the windfall effects of armed conflicts for the capitalist class, as well as the breaches opened up by these same conflicts in the corporate order, I also aim to extend the discussion on contemporary forms of re-embedding of the economy in the social and political spheres. Finally, the recent resurgence of inter-ethnic mobilizations in Karachi's textile industry provides an opportunity to reflect upon the

¹ CNRS/CERI-Sciences Po, laurent.gayer@sciencespo.fr

conditions of survival of subaltern cosmopolitanism within societies strongly polarized by decades of armed confrontations.

Keywords: Capitalism – Violence – Urban Politics – Social Conflicts.

Profitant de leur journée de repos hebdomadaire, Iqbal Soomro*² et ses compagnons défilent sur l'artère principale de Korangi, la grande zone industrielle du sud-est de Karachi. Sous la bannière de la Sindh Sujagi Mazdur Federation (Fédération des ouvriers pour la renaissance du Sindh), une cinquantaine d'ouvriers sont rassemblés pour protester contre les illégalismes patronaux dans l'industrie textile. Le petit groupe de manifestants accuse notamment l'entreprise Denim Clothing Company, un sous-traitant des groupes H&M et C&A, de se soustraire à ses obligations légales en déniait à ses employés le paiement du salaire mensuel minimum, récemment rehaussé de 17 500 à 25 000 roupies (79 à 115 euros) par les autorités provinciales du Sindh. Les effectifs limités des participants ne sont guère propices aux débordements et la manifestation reste pacifique tout au long du trajet. Mais alors que les manifestants approchent des portes de l'usine, deux véhicules de police font irruption sur les lieux et trois hommes en civil en surgissent, armés de bâtons. Fondant sur le petit groupe, les trois hommes à la carrure imposante font pleuvoir les coups sur les manifestants, sous le regard impassible des policiers. Lorsque ces derniers se décident finalement à intervenir, c'est pour interpellier les blessés. Une vingtaine d'entre eux sont arrêtés et, aux dires d'Iqbal Soomro, seront de nouveau passés à tabac durant leur garde à vue.

Ce n'est pas la première fois que ce militant syndical, lui-même employé dans l'industrie textile durant une quinzaine d'années, fait les frais de la brutalité des forces de l'ordre. Quelques mois plus tôt, il a déjà été interpellé avec deux ouvriers suite à une action de protestation contre la même entreprise. La police l'accuse de déstabiliser l'économie nationale en diffamant les entreprises locales pour inciter leurs clients étrangers à se tourner vers l'Inde et le Bangladesh, adversaires historiques devenus concurrents économiques. Sous les coups de *laathi* (le bâton de la police, symbole de sa violence et de son arbitraire), le militant syndical se découvre traître à la patrie et menace pour la sécurité nationale³.

La répression qui s'abat sur Iqbal Soomro et ses camarades, le 11 octobre 2021, n'implique pourtant pas uniquement des professionnels de l'ordre. Les civils rouant de coups ouvriers et militants syndicaux sont de toute évidence des nervis⁴ du patronat, recrutés parmi les petites frappes qui, dans l'ensemble du sous-continent indien, n'ont cessé de prêter main forte aux

² Tous les noms suivis d'un astérisque ont été modifiés pour préserver l'anonymat.

³ Entretien avec Iqbal Soomro*, militant syndical, quarantaine d'années, Karachi, mai 2022.

propriétaires d'usine depuis les débuts du processus d'industrialisation au XIX^e siècle (Chakrabarty, 1989 ; Chandavarkar, 1994 ; Joshi, 2005). À Karachi, ces gros bras sont en première ligne des conflits opposant travailleurs et employeurs au début des années 1970, point culminant des luttes sociales agitant le secteur manufacturier local (Ali, 2015). Le reflux des mouvements syndicaux, au cours des décennies suivantes, ne se solde pas pour autant par l'éclipse des *goonda* (voyous) dans les conflits du travail. À partir de la seconde moitié des années 1980, Karachi s'enfonce dans une spirale de rivalités partisans, de guerres des gangs et de conflits sectaires, dont émerge une myriade de spécialistes de la coercition monnayant leurs services auprès des industriels. Ponctuellement appelés en renfort pour réprimer les mobilisations ouvrières, ces virtuoses de la violence sont aussi intégrés aux dispositifs de maintien de l'ordre à l'intérieur des usines. En avril 2021, Faiza*⁵, une ouvrière de Denim Clothing, est ainsi rossée à coups d'antivol de moto après avoir réclamé le versement de la prime annuelle traditionnellement allouée à leurs employés par les entreprises bénéficiaires. Parmi ses agresseurs, elle reconnaît plusieurs gros bras fraîchement recrutés par son employeur, qui à l'issue de leur méfait continuent de déambuler dans les ateliers sans être inquiétés⁶.

Face à cette configuration répressive impliquant élites patronales, professionnels du maintien de l'ordre et « entrepreneurs de violence » (Blok, 1974 ; Volkov, 2002) monnayant leurs ressources coercitives au service des possédants, quelles sont les marges de manœuvre des travailleurs et travailleuses de l'industrie ? Se sont-ils accommodés de cet ordre patronal prétendant organiser les processus productifs et les conduites ouvrières par un recours intensif à la coercition « extra-économique » ? Rappelons que dans la théorie marxiste, cette notion désigne l'appropriation des surplus par le recours à des moyens de contrainte directs, de nature politique, militaire ou juridique. Pour Marx lui-même, comme pour de nombreux marxistes après lui (voir Meiksins Wood 2007, notamment), ces formes de coercition auraient tendance à s'estomper dans les sociétés capitalistes, au profit de la « contrainte muette des rapports économiques » (Marx, 1993 [1867], p. 829). La persistance du « capitalisme à main armée », à Karachi comme ailleurs (Gayer 2023), incite à nuancer cette hypothèse. Depuis quelques années, un certain nombre de sociologues, d'anthropologues et d'historiens redécouvrent d'ailleurs les pratiques coercitives et prédatrices inhérentes à la dynamique du capitalisme, bien au-delà des phases d'accumulation primitive du capital. Les entreprises d'accaparement de terrains, en lien à des projets immobiliers, agroindustriels ou extractifs (Hall, Hirsch and Li, 2011), tout comme les activités productives des

⁴ Hommes de main.

⁵ ~~Tous les noms des interviewés suivis d'un astérisque ont été modifiés pour préserver leur anonymat.~~

⁶ Entretien avec Faiza*, ouvrière dans l'habillement d'une trentaine d'années, Karachi, mai 2022.

grandes firmes industrielles, n'ont cessé de s'appuyer sur des supplétifs controversés (Norwood 2003 ; Smith 2003 ; Milan et Saluppo 2021). S'évertuant à faire de l'ordre avec du désordre, elles ont puisé dans les ressources humaines et logistiques de la pègre, des organisations paramilitaires et des milices armées du moment, tout en jouant un rôle de premier plan dans l'émergence de la sécurité privée. Loin d'avoir été remisés au passé, ces auxiliaires de la domination patronale n'ont cessé de se réinventer, en même temps que les pratiques productives et extractives du capitalisme lui-même⁷.

À partir d'une enquête sur la défense de l'ordre patronal dans l'industrie textile de Karachi, mise en regard de travaux consacrés aux formes d'accumulation coercitive dans d'autres situations de (post-)conflit, c'est à cette actualité de la coercition extra-économique que je m'intéresserai ici. Première contributrice de devises, l'industrie pakistanaise du textile et de l'habillement est aussi la plus exposée à ces pratiques coercitives qui, loin d'être d'un autre âge, incarnent une modalité très contemporaine des processus de contrôle et d'accumulation capitalistes.

Le « capitalisme à main armée » de Karachi : retour sur une enquête

Cet article présente les principaux résultats d'une enquête menée entre 2014 et 2022 sur la fabrique turbulente de l'ordre industriel à Karachi. Étalée sur sept mois non consécutifs à Karachi et complétée par plusieurs séjours archivistiques aux États-Unis et au Royaume-Uni, cette enquête a permis de croiser une large variété de sources primaires et de corpus documentaires. Une grande partie du travail de terrain a été menée en collaboration avec des amis journalistes d'origine ouvrière qui, à travers leur participation à cette enquête, revisitaient leur propre histoire familiale. Environ 160 entretiens ont été réalisés avec des ouvriers, des agents de maîtrise et des dirigeants du secteur textile et pharmaceutique, ainsi qu'avec des militants syndicaux, des avocats, des membres des forces de l'ordre et des acteurs de la sécurité privée impliqués dans la reproduction de l'ordre industriel. Ces entretiens ont été complétés par l'exploration de plusieurs fonds d'archives diplomatiques britanniques et américains, ainsi que par la collecte de sources judiciaires, de documents d'entreprise, d'écrits autobiographiques (mémoires d'entrepreneurs, de hauts fonctionnaires ou d'acteurs syndicaux) et de textes littéraires (compositions satiriques et hymnes militants des poètes ourdouphones ou pachtounophones). Pour plus de détails sur les modalités (et les limites) de cette enquête, voir Gayler, 2023, p. 22-29.

⁷ Je renvoie ici aux travaux collectifs que nous menons actuellement dans le cadre du groupe de recherche de l'AFSP « Capital, coercition, prédation » : <https://www.afsp.info/activites/groupe-de-projet/groupe-recherche-2023-2024/capital-coercition-predation/>

La fabrique désordonnée de l'ordre économique

Brouillant les frontières entre la guerre et la paix, les états de désordre prolongés font l'objet d'une attention croissante de la part des sciences sociales (Debos 2013 ; Linhardt et Moreau de Bellaing, 2013 ; Richards, 2004). Avec les outils de l'anthropologie, de la sociologie ou de l'histoire, cette littérature s'interroge sur l'invention fragile du quotidien en contexte d'incertitudes aiguës (Bontemps et Bathaïe, 2016 ; Gayer et Kirmani, 2022 ; Koloma-Beck, 2006). Récemment, cette littérature a commencé à s'intéresser aux « pratiques économiques du quotidien » (Vignal, 2018) dans les situations de dislocation apparente de l'ordre politique et social. Ces travaux émergents tendent cependant à considérer les « économies dans la guerre » (Marchal et Messiant 1997, p. 15) à travers le seul prisme des stratégies de survie des populations les plus vulnérables, faisant la part belle à la débrouille et aux petits trafics (Boissière et Tabet, 2018 ; Koloma-Beck, 2006). Jusqu'à présent, peu de travaux se sont penchés sur les modalités de reproduction de l'économie productive et des solidarités professionnelles dans ces situations conflictuelles. On en sait encore bien peu sur les conditions d'ajustement du capitalisme, notamment dans l'industrie dite organisée, aux situations d'incertitude compromettant *a priori* la prévisibilité et la rentabilité de ses opérations. Du côté des travailleurs, on manque d'enquêtes sur les capacités d'organisation et de mobilisation collective dans ces contextes caractérisés par une forte polarisation sociale autant que par un accroissement de l'offre coercitive au profit des élites patronales.

À rebours des travaux insistant sur les effets destructeurs des conflits armés et des désordres qui s'ensuivent pour l'économie productive, plusieurs auteurs ont cependant attiré l'attention sur les liaisons fructueuses entre ces conflits et la dynamique du capitalisme, notamment dans ses variantes agro-industrielle et extractive. L'industrie colombienne du palmier à huile (Potter, 2020), ainsi que le secteur pétrolier en Angola (Soares de Oliveira, 2015), sont emblématiques de ces économies mondialisées ayant émergé dans le tumulte des affrontements armés avant de s'acheter une respectabilité.

De telles pratiques d'accumulation coercitive sont-elles vraiment propres aux situations conflictuelles ou post-conflictuelles ? Comme le montrent les travaux de Tania Murray Li sur l'économie de plantation indonésienne (Murray Li et Semedi, 2021), il existe des comportements prédateurs et des mécanismes de rente contrôlés par la violence dans bien d'autres configurations sociales. Dans le sillage de David Harvey, une littérature désormais foisonnante s'interroge, quant à elle, sur les formes « d'accumulation par dépossession » associées au capitalisme néo-libéral (Harvey, 2005 ; Hall, Hirsch et Murray Li, 2011 ; Levien, 2018). L'empreinte des conflits armés de longue durée sur les rapports capital-travail, les formes d'incorporation au marché de l'emploi

ou les solidarités ouvrières n'en est pas moins singulière. Ces répercussions tiennent tout d'abord à une offre coercitive pléthorique de la part de spécialistes de la violence émergeant chez les élites possédantes et entrepreneuriales. Cette situation de pluralisme armé est propice à l'instrumentalisation de « l'ordre ordinaire de la violence sociale » (Siméant, 2013, p. 12) par certaines entreprises, à des fins d'intimidation des militants syndicaux, de réduction des coûts du travail et du foncier, d'accès à certaines rentes, de contournement de la législation en vigueur... C'est là une modalité de ré-encastrement de l'économie qui me semble avoir largement échappé à la sociologie du travail, pourtant attentive à l'enchevêtrement du politique, de l'économique et du social dans les luttes collectives agitant les mondes industriels (Hayat 2017 ; Allal, Catusse et Emperador Badimon 2018).

L'arsenal répressif déployé par les États contre ces mêmes violences politiques ou sociales, notamment au plan juridique, constitue une ressource supplémentaire pour les entreprises. Les législations antiterroristes ou anticriminalité se prêtent à des effets gigognes et, sans que cela ait nécessairement été anticipé par leurs concepteurs, elles peuvent aisément être déployées au service de la répression des luttes syndicales. En Colombie au début des années 2000, les organisations de défense des travailleurs craignaient ainsi que l'adoption de nouvelles mesures antiterroristes par l'Exécutif ne s'accompagne de restrictions accrues des libertés syndicales (Comisión colombiana de juristas, 2003). Plus récemment, des craintes similaires se sont exprimées aux Philippines, en Algérie ou au Sri Lanka suite au durcissement des mesures antiterroristes (Lamchek, 2022 ; IndustriAll, 2023 ; Kuruwita, 2023).

Ces inquiétudes ne sont pas sans fondement. En août 2023, six syndicalistes ont ainsi été condamnés à 16 ans de prison au Venezuela pour conspiration et association de malfaiteurs, en vertu des dispositions de la loi organique contre le crime organisé et le financement du terrorisme (ONU, 2023). En outre, le recours à la législation antiterroriste à des fins antisyndicales tend fréquemment à se combiner aux méthodes extra-judiciaires d'intimidation et de répression (Lamchek, 2022), sans que l'une ou l'autre de ces modalités de coercition extra-économique ne soit exclusivement réservée aux agents de l'État ou aux entrepreneurs de violence privés.

L'enchevêtrement de ces logiques coercitives à la croisée du public et du privé, mais aussi du judiciaire et de l'extra-judiciaire, alimente les dynamiques d'accumulation par dépossession et accélère le démantèlement des mécanismes assuranciers et des institutions de la citoyenneté industrielle (droit du travail, syndicats), qui garantissaient jusqu'alors une sécurité au moins relative aux travailleurs. Comme le montre l'anthropologue Lesley Gill, la réorganisation précaire et autoritaire du capitalisme industriel colombien au cours des dernières décennies, sous l'emprise des paramilitaires, apparaît exemplaire de ce « néo-libéralisme armé » (Gill, 2016).

Le recours à l'intimidation et éventuellement à la violence physique est pourtant loin d'épuiser les formes d'intervention des groupes armés dans l'économie productive. Les travaux de Jacobo Grajales sur l'usage du droit par les entrepreneurs de violence issus du paramilitarisme (Grajales, 2011 ; 2021), ceux de Téo Ballvé sur l'appropriation du dispositif de développement participatif par ces mêmes acteurs (Ballvé, 2020), et dans d'autres contextes ceux de Quentin Delpech sur les *maquiladoras* du Guatemala (Delpech, 2013) ou ceux de John Sidel sur le maintien de la « paix industrielle » dans les zones économiques spéciales des Philippines (Sidel, 1998), montrent comment la diffusion des pratiques néo-libérales peut s'opérer à travers le déploiement simultané de normes juridiques, de technologies bureaucratiques et de recours à la force physique. « L'enchevêtrement du droit et des armes » (Taussig, 2002, p. 92) s'est révélé éminemment productif dans chacun de ces contextes. Il a pourtant moins abouti à des formes stables de domination économique qu'à un « désordre durable » (Gill 2009, p. 322), alimentant sa propre économie de l'insécurité.

Ordre patronal et désordres urbains à Karachi

Le coût économique et social des conflits urbains

De la seconde moitié des années 1980 jusqu'au milieu des années 2010, la capitale économique et financière du Pakistan s'est trouvée confrontée à des conflits multiformes, principalement de nature partisane mais aussi ethnique, sectaire et criminelle (Gayer, 2014). Ces conflits s'inscrivent parfois dans des rivalités anciennes entre communautés ethnolinguistiques, qui portent notamment sur l'accès aux ressources de l'État (emplois et marchés publics, places à l'université...) (Rahman, 1995). Au milieu des années 1980, l'émergence d'une nouvelle économie criminelle dans la ville, nourrie par le commerce transnational de l'héroïne afghane, suscite pour sa part des rivalités meurtrières autour du contrôle de l'habitat informel et du secteur du transport, dans lesquels les narcotrafiquants cherchent à blanchir leurs profits (Hussain, 1990). L'organisation de cette économie criminelle autour de groupes fondés sur des solidarités communautaires confère à ces rivalités une forte coloration ethnique. Une nouvelle génération de partis politiques, à commencer par le Mohajir Qaumi Movement (Mouvement national mohajir – MQM), s'emploient alors à politiser ces appartenances tout en militarisant leur communauté à des fins « d'autodéfense ».

Prétendant représenter la population ourdouphone des Mohajirs, descendant des migrants musulmans arrivés d'Inde après la Partition, le MQM est le produit de cette époque violente, au cours de laquelle Karachi semble au bord de la guerre civile. Dominant le jeu politique durant les trois décennies suivantes, le MQM garde l'empreinte de cette période troublée, dont témoigne sa

propension à recourir à la violence pour imposer ses revendications, autant que pour étouffer toute dissidence dans ses rangs et dans les quartiers sous sa coupe. Et si le parti joue le jeu de la démocratie électorale, dont il tire sa légitimité et une partie de ses ressources (à travers l'accès aux marchés et aux emplois publics, notamment), il n'a jamais cessé de se concevoir comme un mouvement contestataire, adepte de la « négociation par l'émeute » (Hobsbawm, 1967 [1964], p. 9).

La déstabilisation de l'économie n'est pas seulement une retombée indirecte des troubles récurrents qui font la marque de Karachi depuis les années 1980. Dès cette époque, l'économie est intentionnellement ciblée par la direction du MQM, qui recourt intensivement à l'arme du *hartal* (grève générale) pour imposer sa volonté à ses partenaires comme à ses adversaires. Cette propension à la grève violente vaut d'ailleurs au leader du parti, Altaf Hussain, le surnom de « *Hartal Hussain* » (Hussain la grève). À ces désordres ponctuels s'ajoutent des atteintes aux biens (chapardage, détournement de cargaisons) et aux personnes (enlèvements de cadres et de patrons). Il faut enfin compter avec l'essor d'une économie florissante de la « protection », dont le caractère de plus en plus concurrentiel, à partir des années 2000, accroît le sentiment de vulnérabilité des élites économiques face à un monde urbain qui leur paraît de plus en plus indéchiffrable, et par-là même incontrôlable. Ce sentiment de vulnérabilité tient aussi au caractère insidieux du racket. Contestant le partage entre la ville et l'usine, les pratiques d'extorsion font intervenir une myriade de racketteurs qui, avec le concours d'une armée invisible d'informateurs et d'infiltrés, prétendent dénier à leurs victimes l'un des attributs essentiels des dominants : la capacité à voir sans être vu.

Tirer profit d'un ordre social violent

Les acteurs patronaux, notamment ceux de la grande industrie, ont pourtant su tirer profit de l'ordre social violent qui prévaut dans la ville du milieu des années 1980 jusqu'au milieu des années 2010 – une situation de « désordre ordonné » dont j'ai analysé ailleurs les rationalités politiques et les logiques de reproduction (Gayer, 2014). Si les acteurs économiques se sont tous vus imposer la « protection » des partis politiques ou des groupes criminels, ils ont aussi appris à exploiter leurs ressources coercitives et leur accès à certaines rentes économiques illicites. C'est notamment le cas dans l'industrie textile, principal employeur du secteur manufacturier. Les industriels du secteur ont d'abord négocié avec les partis politiques pour accéder au marché parallèle de l'eau, par le biais de branchements illicites aux canalisations officielles, assurant un approvisionnement à moindre coût.

De manière plus insidieuse, ces mêmes industriels ont noué des ententes avec les partis politiques et les groupes criminels pour discipliner et réprimer la main-d'œuvre ouvrière. Au cours des

années 2000, marquées par la consolidation des positions des partis politiques dans la ville et par leur mainmise sur de nombreux services urbains (distribution d'eau et d'électricité, transport routier, construction d'infrastructures...), les représentants des partis localement dominants se voient attribuer des postes-clés – notamment ceux de Labour Officer (chef du personnel) –, d'où ils surveillent les travailleurs et étouffent dans l'œuf les revendications sociales. Ces pressions politiques sur les travailleurs ont accéléré la reconfiguration du marché du travail ouvrier, dans le sens d'une précarisation croissante. La flexibilisation du marché de l'emploi, en phase avec les réformes néo-libérales encouragées par les bailleurs de fonds internationaux, sert à la fois les intérêts des industriels et des partis politiques – la majeure partie des ouvriers sont désormais des travailleurs contractuels, privés des avantages sociaux dont bénéficiaient leurs prédécesseurs, et les «*contractors*» (agents recruteurs) sont souvent liés aux partis politiques, qui n'ont pas trouvé à redire à cette libéralisation sauvage.

De manière plus ponctuelle, certains industriels peuvent également faire appel aux groupes criminels ou aux milices jihadistes pour réprimer les tentatives d'organisation syndicale (Mallick 2014, p. 81-82). Ces stratégies répressives – où il s'agit moins de réprimer soi-même que de laisser se déployer la violence politique ou criminelle – rappellent à bien des égards la situation observée dans d'autres industries fortement mondialisées, à l'instar des *maquilas* du Guatemala ou des usines d'embouteillage de Coca-Cola en Colombie, quand le patronat instrumentalise gangs de rue et paramilitaires d'extrême droite pour harceler les syndicalistes (Delpech, 2013 ; Gill, 2007). En d'autres termes, l'économie du désordre qui s'est mise en place à Karachi « en dépit » mais aussi parfois « en vertu » de la violence endémique de la société environnante participe d'une reconfiguration plus globale d'un certain capitalisme mondialisé, dont les chercheurs commencent seulement à mesurer les effets sociaux et politiques.

Les « bénéfiques secondaires » des conflits urbains

À Karachi comme dans le contexte guatémaltèque étudié par Quentin Delpech, « l'efficacité et la discrétion des répressions antisyndicales tiennent à des arrangements clandestins, pas forcément immédiatement intentionnels » (Delpech, 2013, p. 160), entre industriels et entrepreneurs de violence. Pour autant, ces répressions discrètes ne se déploient pas dans un espace abandonné à la sauvagerie des intérêts privés et « l'intensité des répressions syndicales dépend de l'attitude des autorités étatiques » (*ibid.*, p. 156).

À Karachi, c'est ce que confirment les effets gigognes de l'antiterrorisme. Ciblant initialement les groupes armés qui ont mis la ville en coupe réglée, la législation et les tribunaux antiterroristes ont vu leur champ d'intervention étendu aux pratiques d'extorsion et à certaines formes de protestation ouvrière à la fin des années 2000. En mars 2012, sept ouvriers tisserands travaillant

pour l'un des plus grands groupes textiles pakistanais sont ainsi interpellés dans le quartier d'Ettehad Town. Ces ouvriers s'étaient récemment rassemblés sous la bannière de la Al Ettehad Power Looms Workers Union pour protester contre les pratiques illégales du groupe al-Karam, sous-traitant ses illégalismes à de petites entreprises peu regardantes du droit du travail et des normes de sécurité. Accusés d'extorsion, les sept ouvriers sont brutalement torturés en garde à vue puis en détention provisoire. Libérés deux mois après leur interpellation, sous la pression des ONG internationales de défense des travailleurs, ils restent poursuivis pour terrorisme avant d'être finalement relaxés en 2014⁸.

En écho aux propos de Marx sur la contribution du crime à la dynamique du capitalisme, on peut parler ici de « bénéfices secondaires » des conflits urbains de Karachi pour les employeurs du secteur industriel. Dans un court texte à l'ironie mordante, Marx insiste sur la productivité du criminel, qui « produit non seulement la criminalité mais aussi la loi criminelle » et « tout l'appareil policier ainsi que l'administration de la justice, détectives, juges, jurys, etc. ». À tel point que « le crime, par le développement sans fin de nouveaux moyens d'attaquer la propriété, a forcé l'invention de nouveaux moyens de défense, et ses effets productifs sont aussi grands que ceux des grèves par rapport à l'invention des machines industrielles » (Marx, 1970, p. 84-85). Cette thèse trouve des prolongements frappants à Karachi, où les conflits urbains et les pratiques criminelles qui leur sont associées – notamment l'extorsion – ont significativement renforcé l'arsenal répressif des gardiens de la paix industrielle. Crime et terrorisme ont inspiré de nouveaux dispositifs sécuritaires, à travers lesquels se sont densifiées les interdépendances entre détenteurs du capital et professionnels du maintien de l'ordre (Gayer et Russo, 2022). Et tandis que les usages créatifs de la législation antiterroriste par l'appareil sécuritaire ouvraient de nouvelles perspectives de répression des luttes sociales, la participation accrue des forces de l'ordre à la défense des intérêts patronaux leur a permis d'explorer de nouvelles sources de financement, en monnayant leur protection aux industriels par le truchement de sociétés de sécurité qui n'ont de privé que le nom (Gayer, 2023, chapitre 6).

Confirmant l'actualité des thèses de Marx sur les effets productifs du désordre et de sa répression, les « bénéfices secondaires » des conflits urbains de Karachi battent en revanche en brèche la théorie marxiste sur un autre point. À rebours du postulat d'obsolescence de la coercition extra-économique dans les sociétés capitalistes, l'empreinte des conflits de Karachi sur son économie productive démontre au contraire la capacité du capitalisme, ici dans sa variante industrielle, à

⁸ Source : consultation du dossier judiciaire de l'affaire et entretien avec l'un des ouvriers mobilisés puis emprisonnés, Karachi, 2016.

sécuriser ses surplus par le recours – aussi intensif qu’inventif – à des moyens de contrainte directs.

Des travailleurs désarmés ?

En se prolongeant durant des décennies, les états de violence qui nous concernent ici – les luttes urbaines de Karachi pouvant à cet égard être rapprochées d’autres conflits de longue durée comme ceux de Colombie ou des Philippines (Grajales 2021 ; Levy 2023 ; Sidel 1998) –, deviennent structurants pour l’activité économique. Propices à l’émergence de nouvelles figures d’entrepreneurs et à la redistribution des capitaux (Baczko, Dorronsoro et Quesnay, 2016), ces conflits de longue durée peuvent aussi consolider la position des élites traditionnelles. Le cas de Karachi est à cet égard exemplaire : trois décennies de conflits urbains y ont finalement très peu modifié la sociologie des élites industrielles, qui continuent de se recruter dans des castes marchandes endogames (Gayer 2020, chapitre 1). Les luttes pour la ville ont plutôt affermi la domination de ces élites économiques, tant par l’accroissement de l’offre coercitive émanant des spécialistes de la violence que par le déploiement de l’arsenal antiterroriste – composé d’un corpus de lois mais aussi d’un répertoire de pratiques extrajudiciaires – vers la répression des luttes sociales.

Ces états de violence prolongés sont tout aussi déterminants pour les capacités d’organisation et de mobilisation des travailleurs. Cela ne tient pas uniquement à la diversification et au durcissement des instruments de répression à disposition des acteurs patronaux. De manière plus complexe, c’est aussi que les belligérants peuvent offrir une protection aux ouvriers contestant leur situation d’exploitation. Au cours des années 1990, dans les plantations de bananes du Magdalena colombien, des liens de connivence se tissent ainsi entre ouvriers agricoles, syndicalistes et combattants des FARC, en miroir des collusions qui s’établissent entre grands propriétaires et paramilitaires (Levy, 2023). À Karachi, les conflits urbains suscitent également des effets d’aubaine pour les ouvriers contestant la domination patronale. Lorsqu’ils se mobilisent collectivement, les travailleurs en lutte ont cependant tendance à s’inscrire en rupture avec les logiques sociales et politiques présidant aux luttes pour la ville – notamment celles de l’ethnicité. Faisant profession d’apolitisme, ils tentent alors de se dissocier d’un jeu politique décrié pour sa violence, son immoralité et sa propension à semer la discorde – une dérive à laquelle ils opposent la promesse d’un collectif réconcilié dans ses différences.

Désunions ouvrières

Depuis les années 1950, l’ethnicité surdétermine l’occupation professionnelle et le statut social à l’échelle de la ville dans son ensemble (Hasan, 2017, p. 174). Durant les premières années du

processus d'industrialisation, la distance sociale entre groupes ethnolinguistiques se nourrit d'une division ethnique du travail où le partage entre cols blancs et cols bleus, d'une part, et entre ouvriers qualifiés et non qualifiés, d'autre part, est indexé à un clivage entre réfugiés (les *muhajir*, ourdouphones) et migrants intérieurs (Pachtounes, Pendjabis ou Sindhis). Le mouvement syndical n'est pas épargné par ces fractionnements communautaires. Jusqu'à la fin des années 1960, la plupart de ses leaders sont issus de la classe moyenne ourdouphone, tandis que les militants de base se recrutent parmi les ouvriers pachtounes et les dockers baloutches, ces derniers étant à l'origine des premières organisations syndicales et des premières grèves dans la ville, à la fin des années 1920 (Wheatherford 1963, p. 34). Souvent avocats et assurant des fonctions de médiation entre les classes laborieuses et un système fortement bureaucraté de gestion des conflits du travail, les syndicalistes professionnels tendent à percevoir la population ouvrière non ourdouphone comme des villageois mal dégrossis, aliénés par des traditions tribales synonymes de violence, de fanatisme et de soumission aveugle aux hiérarchies sociales (Ali, 2015, p. 266).

La mobilisation des étudiants et des ouvriers contre le premier régime militaire du pays, en 1968-1969, porte sur le devant de la scène syndicale de jeunes leaders issus de la classe ouvrière baloutche ou pachtoune. Ce renouvellement des acteurs syndicaux et les collaborations qui se nouent dans la lutte participent conjointement à la diffusion d'un « cosmopolitisme subalterne » (Mayaram, 2009), au sens de solidarités concrètes doublées d'un ethos de la coopération transcendant l'ethnicité et la religion. Ces solidarités vont pourtant se disloquer au cours des années suivantes. Tandis que la répression policière s'intensifie et se conjugue aux mesures administratives pour briser les grèves et les occupations, l'introduction d'un système de quotas aboutit au recrutement de travailleurs sur des bases ethniques dans les entreprises nouvellement nationalisées. Tout en encourageant le développement de pratiques clientélistes de la part des partis politiques dotés d'une base ethnolinguistique, ces quotas participent à l'émergence d'un syndicalisme de plus en plus étroitement replié sur la défense d'intérêts communautaires. Cette ethnicisation s'accélère sous le régime militaire du général Zia-ul-Haq (1977-1988), qui sonne le glas de ces luttes ouvrières et sème la discorde entre groupes ethniques, préparant l'avènement d'un paysage politique où l'ethnicité s'impose progressivement comme le principal cadre de mobilisation et d'interprétation des luttes sociales. Le retour du pays à la démocratie, à la fin des années 1980, n'est guère propice à la résurgence des mobilisations autour de la classe et se traduit au contraire par une escalade militaire des tensions intercommunautaires (Gayer, 2021).

Le monde usinier n'échappe pas à ces rivalités partisans à forte coloration ethnique. C'est notamment le cas au sein des entreprises publiques fondées ou nationalisées sous le régime de Zulfikar Ali Bhutto (1971-1977), qui constituent un enjeu de patronage majeur pour les partis

ethniques en compétition à Karachi. Le MQM et ses rivaux sindhis du Jiye Sindh Qaumi Mahaz (Mouvement national pour la longue vie du Sindh – JSQM) se livrent ainsi une rivalité acharnée aux aciéries nationales, les Pakistan Steel Mills (PSM), qui au début des années 1990 débouche sur une prise d’otages sanglante, émaillée d’actes de torture des ouvriers mohajirs sur leurs camarades sindhis (Gayer, 2020, p. 259-261).

La « vulgarisation » des conflits urbains

À Karachi comme ailleurs, face aux effets d’atomisation du marché du travail, l’ethnicité peut constituer une ressource, à la fois à l’intérieur du groupe d’appartenance (en instaurant des solidarités, en ouvrant des opportunités d’emploi et en nourrissant un sentiment de sécurité) et dans ses interactions avec d’autres groupes (en jouant un rôle déterminant dans la réputation et le prestige de certains groupes, assimilables à un capital identitaire collectif) (Friberg et Midtbøen, 2018 ; Dorronsoro et Grojean, 2015). Jusqu’à la récente opération antiterroriste menée par l’armée à Karachi – qui en l’espace de quelques années (2013-2016) a abouti à la démilitarisation et à une spectaculaire perte d’influence des partis politiques⁹ –, ces ressources procurées par l’ethnicité inquiétaient sérieusement le patronat et ses relais.

À partir de la seconde moitié des années 1980, l’ethnisation de la vie politique et la reconfiguration de la scène partisane autour de partis organisés sur une base ethnique (le MQM pour les Mohajirs, le Pakistan People’s Party pour les Sindhis et les Baloutches, l’Awami National Party pour les Pachtounes...) perturbe en effet les rapports capital-travail, en permettant aux travailleurs de se placer sous la protection, effective ou putative, de « leur » parti. La réputation de violence des organisations partisans, d’une part, et les exigences de la démocratie représentative, d’autre part (qui imposent aux partis, même les plus coercitifs, de donner des gages à leur électorat), déstabilisent les rapports hiérarchiques au sein des grandes entreprises. Les agents de maîtrise, mais aussi les cadres supérieurs en contact avec la population ouvrière, sont tenus de modérer leurs ardeurs s’ils veulent s’épargner des sanctions dès qu’ils échappent au cocon protecteur de l’usine. ~~Comme~~ – comme me l’expliquait en 2014 Ali Yusuf*, cadre supérieur dans l’un des plus grands groupes d’habillement pakistanais :

Les gens sont devenus tellement politisés à Karachi que si tu ne pèses pas chacun de tes mots et que tu ne fais pas très attention à la manière dont tu gères les choses, les gens en bas de l’échelle [*people down the line*] sont tellement bien connectés avec les partis politiques qu’ils ne manqueront pas de t’attendre à la sortie et c’est vraiment facile pour

⁹ Au cours de l’opération « Karachi », les branches armées des partis politiques – à commencer par celle du MQM – ont été démantelées et leurs membres ont fini derrière les barreaux ou **ont été** sommairement exécutés.

eux de te rendre la monnaie de ta pièce de cette façon. Tant que tu es dans l'usine, tu peux te défendre, mais à l'extérieur ils peuvent vraiment te mettre la pression (Ali Yusuf*, quarantaine d'années, General Manager dans une grande entreprise d'habillement, Karachi, avril 2014).

Au fil des ans, les luttes pour la ville que se livrent les principaux partis politiques s'ancrent dans la vie locale des quartiers ouvriers et dans la compétition pour le contrôle des ressources (emplois, services médicaux, gestion des cantines et des déchets industriels...) au sein des grandes entreprises du secteur manufacturier. Comme évoqué plus haut, c'est notamment le cas au sein des entreprises publiques fondées ou nationalisées sous le mandat de Zulfikar Ali Bhutto, qui constituent un enjeu de patronage majeur pour les partis ethniques en compétition à Karachi.

La présence plus discrète et moins organisée des partis politiques dans le secteur privé – qui tient autant aux obstacles à la syndicalisation dans ce secteur qu'à des enjeux clientélares de moindre ampleur – explique que le *nexus* entre micro-conflits professionnels et macro-conflits identitaires y prenne des formes plus capillaires, à travers une multitude d'initiatives personnelles dont les connexions avec les appareils partisans prêtent systématiquement à caution. La figure centrale de ces micro-entreprises de polarisation est l'ouvrier-partisan, brandissant son appartenance à un parti politique pour négocier certains privilèges auprès de ses employeurs – une forme de mobilisation résolument individualiste, mais qui en se routinisant a sensiblement perturbé la structure d'autorité des entreprises industrielles. Dans les grandes entreprises, ces interférences de la politique partisane avec les rapports de travail sont généralement traitées par le département des Industrial Relations (IR). Dirigeant depuis plus de trois décennies celui de Hamid Textiles*, l'un des fleurons de l'industrie pakistanaise de l'habillement, Ali Nawaz* m'expliquait en 2017 que :

La responsabilité [du département des IR] consiste à maintenir l'ordre [*law and order control karna*] en cas d'incident. Si un ouvrier engage une procédure juridique contre nous, c'est à nous de gérer. Si quelqu'un se comporte mal à l'égard d'un ouvrier, c'est à nous d'engager une procédure disciplinaire. Si des acteurs politiques s'ingèrent dans les affaires de l'entreprise ou si nous recevons un coup de fil [d'un responsable politique] demandant à ce que nous embauchions telle ou telle personne, nous nous en occupons. Nous savons que si nous répondons favorablement à leur requête, nous aurons des problèmes. Alors nous refusons, de manière aussi courtoise que possible [*pyar mohabat se*, littéralement « avec amour »], en expliquant que nous n'avons pas de poste disponible pour l'instant mais qu'ils ne devraient pas hésiter à nous recontacter dans le futur (Ali Nawaz*, cinquantaine d'années, Industrial Relations Officer, août 2017).

Résumant un avis largement partagé au sein du patronat industriel de Karachi et de ses administrateurs, Ali Nawaz déplore les rêves de grandeur de la classe ouvrière : « Ici, les ouvriers se prennent facilement pour des leaders » (*har tisra banda to leader hai*, littéralement « un ouvrier sur trois se prend pour un leader »). Et pour ces relais de la domination patronale, l'enracinement des partis politiques dans la vie quotidienne des quartiers ouvriers a longtemps attisé le désordre dans les ateliers. Ali Nawaz en tient pour preuve l'égarement d'un jeune ouvrier mohajir, corrompu par son affiliation au MQM quand le parti était au faîte de sa puissance :

Il y a quelques années, nous avons embauché un jeune homme. Il n'était affilié à aucun groupe [*neutral tha*]. Mais au bout d'un an, il a rejoint le MQM. Il s'est encarté. À partir de là, il a pensé qu'il aurait des soutiens. Jusqu'alors, il travaillait sérieusement, mais après ça il a commencé à se disputer, en attirant sur lui les sanctions [...] Un jour, l'un de nos gardes nous a averti que ce garçon était devenu un vrai voyou [*bahut badmash hai*]. Alors nous l'avons convoqué et nous l'avons interrogé : « Qu'est-ce que c'est que ce désordre ? Aurais-tu été nommé ministre sans que nous en soyons informés ? » Il nous a répondu : « Mon frère, je suis au MQM ». Alors nous lui avons demandé « Dans quelle *unit* ? » Il nous a indiqué sa *unit* et nous les avons appelés, pour leur signaler qu'un de leurs membres faisait du désordre chez nous. L'affaire est remontée jusqu'au *sector-in-charge* [le responsable du MQM dans le « secteur », supervisant plusieurs « unités »] et nous l'avons prévenu que s'il ne prenait pas des mesures, nous contacterions directement *Nine Zero* [le quartier général du MQM à Karachi]. Ici, il faut arroser tout le monde. Il faut verser de l'argent. Il faut arroser l'ensemble des partis politiques.

Comme le suggère ce témoignage, la terreur exercée par certains partis politiques (à commencer par le MQM) et leur enracinement dans les rapports de pouvoir ordinaires ont constitué un défi pour l'ordre patronal. Tout en érodant les solidarités ouvrières, les conflits urbains de Karachi s'accompagnent d'un phénomène de « vulgarisation du pouvoir » (Berman et Lonsdale, 1992), par le biais de stratégies individuelles permettant aux classes subalternes d'utiliser les institutions du conflit à leurs propres fins. En affichant publiquement leur affiliation partisane ou leur appartenance à un gang – sans que la véracité de ces affirmations soit toujours aisée à établir pour les employeurs –, certains ouvriers sont parvenus à négocier des aménagements à leur domination. Il faut pourtant se garder de surévaluer ces privilèges, aussi relatifs que précaires. En outre, ces stratégies auto-promotionnelles n'ont pas résisté à l'opération de « nettoyage » (*clean-up operation*) qui, entre 2013 et 2016, a abouti à la démilitarisation des partis politiques (suite à

l'incarcération ou à l'élimination de leurs miliciens) et, en conséquence, à la dévalorisation de leur offre de protection – tant auprès des employeurs que des travailleurs.

La résistance du cosmopolitisme subalterne

Modalité hégémonique d'extraction et de redistribution des ressources parmi les populations de Karachi durant près de trois décennies, l'ethnicité a perdu de sa force mobilisatrice au cours des dernières années. Si certains partis nationalistes, sindhis notamment, sont récemment revenus en première ligne des mobilisations ouvrières, leurs militants se sentent désormais tenus de mettre en avant leur culture progressiste et universaliste. Parallèlement, on assiste à une résurgence des luttes sociales brandissant leur mixité ethnique, mais aussi sexuelle, comme un gage de vertu. Plusieurs conflits du travail récents, notamment dans l'industrie textile, démontrent ainsi les résistances d'un cosmopolitisme subalterne transcendant les clivages ethniques, pour tenter de négocier de meilleures conditions de travail et de rémunération. Souvent cantonnées à une entreprise voire à l'une de ses unités de production, atteignant rarement une amplitude et un degré d'organisation suffisant pour imposer de nouveaux rapports de travail aux employeurs, ces mobilisations contestataires se rapprochent de formes d'insoumissions ouvrières observées dans d'autres contextes, où s'entremêlent « des questions touchant à la justice et la morale, à la représentation des intérêts, aux identités individuelles et collectives ou à l'autorité politique » (Allal, Catusse et Emperador Badimon, 2018, p. 13).

C'est le cas, notamment, de la mobilisation qui secoue la première entreprise pakistanaise du secteur de l'habillement, Khaadi, en 2017. Fortement médiatisé, ce conflit social redonne une visibilité aux travailleurs et travailleuses de l'industrie dans l'espace public, tout en offrant l'exemple d'une mobilisation pensée par ses participants comme l'expression de solidarités interethniques. Fondée en 1999 par un nouveau venu dans l'industrie du textile et du prêt-à-porter, Khaadi s'est rapidement fait un nom grâce à ses produits de qualité et ses innovations en matière de distribution – il s'agit d'une des premières entreprises du secteur à mesurer le potentiel du commerce en ligne. S'inspirant des grandes enseignes internationales de la *fast-fashion*, à commencer par Zara, la direction de Khaadi met en place un environnement de travail extrêmement coercitif. Les conditions de travail déplorables dans les ateliers du groupe et leurs nombreux manquements à la législation en vigueur, tant en matière de droit du travail que de protection sociale, attisent le mécontentement des ouvriers.

En mai 2017, la contestation prend un caractère public après le renvoi de 32 employés¹⁰, qui réclamaient le paiement du salaire minimum et avaient tenté de former un syndicat. Avec le

¹⁰ Le nombre d'employés renvoyés passera rapidement à 125.

soutien de la National Trade Union Federation (NTUF), la principale fédération syndicale du Sindh, ces ouvriers s'emploient à médiatiser leur cause. Au cours des semaines suivantes, la presse locale se fait l'écho des conditions de travail exécrables dans les usines du groupe à Karachi, situées dans la zone industrielle de SITE. La direction de l'entreprise se défend en affirmant que les ouvriers renvoyés étaient les employés d'un sous-traitant mais l'enquête d'un journaliste du quotidien *The Express Tribune* permet d'établir que le sous-traitant en question est en réalité une entité affiliée au groupe Khaadi. Ces révélations sont amplifiées par la NTUF, qui organise une série de manifestations à Karachi tout en tentant de négocier un compromis avec la direction de Khaadi.

Parallèlement, les appels au boycott de l'entreprise se multiplient sur les réseaux sociaux. Face au scandale qui menace, la direction de l'entreprise change de stratégie et fait mine d'accéder aux demandes des ouvriers mobilisés en s'engageant à appliquer le droit du travail dans ses usines. Plus discrètement, l'équipe de direction de Khaadi fait pression sur les médias pour interdire – avec succès – toute couverture de ce conflit social¹¹. Alors que l'attention du public et des médias retombe, l'irrégularité reprend ses droits. Comme souvent en pareilles circonstances, la direction de l'entreprise semble avoir étouffé la contestation par une combinaison de récompenses (plusieurs membres du collectif mobilisé semblent être rentrés dans le rang après avoir touché une somme équivalente à plusieurs mois de salaire) et de sanctions (l'un des meneurs du mouvement, Ali Khan*, a été renvoyé).

Si la « force instituante » (De Blic et Lemieux 2005, p. 12) de cette controverse et de la mobilisation qui l'accompagne est restée limitée, tant pour le secteur de l'habillement dans son ensemble que pour l'entreprise Khaadi elle-même, cette séquence protestataire n'en a pas moins fait date et mérite que l'on s'y arrête. En juillet-août 2017, alors que la mobilisation commençait déjà à battre de l'aile, j'ai rencontré une dizaine de ses participants, d'abord dans les locaux de la NTUF à Karachi, puis à leur domicile ou dans les cantines populaires du quartier d'Orangi, où résident la majorité des ouvriers mobilisés. Au fil de nos discussions, ces derniers reviennent sur les enjeux de la mobilisation, en insistant notamment sur leur sentiment d'étouffement dans un environnement de travail ultra-coercitif, où les chefs d'atelier restreignent fortement la liberté de mouvement, tout en imposant des contraintes physiologiques insoutenables aux ouvriers et aux ouvrières. Les restrictions sur l'accès aux toilettes et les humiliations qui les accompagnent (« Vous n'avez qu'à porter des couches ! », se serait entendu dire un ouvrier pris d'une envie pressante) focalisent la colère ouvrière.

¹¹ Discussion avec un journaliste ayant couvert cette mobilisation pour un quotidien anglophone de Karachi avant de se voir réduit au silence par son éditeur, sous peine de renvoi.

Avant de porter des revendications de type « *bread and butter* », il s'agit de défendre sa dignité face aux vexations et aux insultes quotidiennes. Ces expériences routinières de l'humiliation sont fortement genrées : tandis que les femmes souffrent particulièrement de l'interdiction de se rendre aux toilettes durant leurs règles et font l'objet de commentaires graveleux lorsqu'elles finissent par y être autorisées, les hommes mettent en avant la portée symbolique des insultes proférées par les cheffes d'atelier, dont mes enquêtés tiennent à souligner les résonances sexuelles – à demi-mots, en s'excusant d'en avoir déjà trop dit¹². Ouvriers et ouvrières réclament également le versement du salaire minimal et une amélioration concrète de leurs conditions de travail.

Ces revendications sont pourtant irréductibles à leur composante matérielle et relèvent plutôt d'une exigence de régularisation – du règlement intérieur de l'entreprise, des rapports hiérarchiques, des contrats de travail... Rappelant, dans la lignée des travaux de Michael McCann, que le droit du travail est irréductible à un instrument de légitimation de la domination patronale (McCann, 1994) et qu'il peut aussi servir des revendications articulées autour du sentiment « *d'entitlement* » (Allal et Yon, 2020, p. 22), c'est dans un idiome résolument légaliste que sont énoncés ces griefs : il s'agit de défendre ses droits (notamment celui de se syndiquer), dans le respect de la loi.

Le discours des unes et des autres peut cependant prendre des accents plus moralisateurs, notamment lorsqu'il s'agit d'opposer les ouvriers vertueux aux patrons voyous et à leurs nervis, dans un retournement des discours de disqualification patronaux qui n'a rien de spécifique au Pakistan (Darras, Rouger et Selponi, 2018). « Il n'y a pas de voyous ici, uniquement des ouvriers, des travailleurs », m'explique ainsi Fatima Hassan*, la figure féminine la plus loquace du mouvement. « Dieu merci, personne n'a de relations avec les partis politiques », ajoute cette jeune mère de famille ourdouphone sans expérience politique ou syndicale préalable. En brandissant cet apolitisme comme un gage d'intégrité, Fatima suggère que les ouvriers et ouvrières mobilisés n'ont pas été corrompus par le monde violent et fortement criminalisé des partis qui se disputent le contrôle de la ville. Au contraire, ce sont « des pères et des mères de famille ».

Le recours à ce vocabulaire familialiste n'est pas spécifique à la jeune femme. Il est également récurrent chez Ali Khan, la principale figure pachtoune du collectif, et semble servir plusieurs logiques simultanément. Il permet tout d'abord de mettre en avant les liens de fraternité entre ouvriers, par-delà les clivages ethniques (« Nous sommes tous frères et sœurs », n'ont de cesse de

¹² À la portée symbolique d'insultes proférées par des femmes contre leurs subordonnés masculins s'ajoutent les connotations incestueuses des insultes les plus courantes, auxquelles mes enquêtés font allusion en évoquant « le mot en S » (S pour « sœur »).

répéter mes interlocuteurs). Il atteste également de la moralité irréprochable des membres du collectif mobilisé, tout en appuyant une revendication plus générale de déssexualisation de l'environnement de travail. Retournant le discours paternaliste manié par certains patrons, aussi prompts à exploiter leurs ouvriers qu'à les présenter comme leurs « enfants », Fatima aimerait ainsi que le personnel d'encadrement de Khaadi considère les ouvrières comme « leurs mères, leurs sœurs et leurs filles » (et non comme leurs maîtresses potentielles). Formulée en présence de son mari, avec lequel elle ne cache pas qu'elle a contracté un « mariage d'amour »¹³ et qui n'a cessé de la soutenir dans son engagement, cette revendication sonne aussi comme une dénonciation à demi-mots des pratiques de harcèlement sexuel dans les ateliers.

Cet effort de déssexualisation est également manifeste chez les participants masculins au mouvement, visés par des accusations de comportement « inapproprié » (*bad tamizi*) envers les ouvrières mobilisées. Les tentatives de disqualification de la part de la direction de Khaadi, que relaient systématiquement mes interviewés et qui semblent donc les préoccuper, font écho à des stéréotypes ethniques aiguisés par trois décennies de conflits urbains. Les Pachtounes, en particulier, sont communément associés à la violence des groupes criminels et des extrémistes religieux (c'est parmi eux, en particulier dans la tribu des Mehsuds, que les Talibans pakistanais, implantés à Karachi depuis la fin des années 2000, sont réputés trouver leurs principaux soutiens). Présentés comme des criminels en puissance, autant que comme des prédateurs sexuels, les Pachtounes de Karachi sont ainsi renvoyés à la culture tribale des hautes terres du Nord-Ouest, qui par sa brutalité et son caractère patriarcal trancherait avec la culture supposément plus libérale et raffinée des populations ourdouphones, héritière de la civilisation urbaine du nord de l'Inde. C'est à l'emprise de ces stéréotypes, et à ses efforts pour les démentir, que fait allusion Ali Khan dans cet extrait d'entretien :

Parmi les ouvriers qui ont déposé plainte [pour licenciement abusif], il y avait des Baloutches, des Pachtounes, des Mohajirs, des Sindhis et même des hindous et des chrétiens. Cette plainte a été déposée au nom des ouvriers [et non d'un groupe ethnique particulier]. Mais ces gens [la direction de Khaadi] essaient de faire croire que le mouvement est dominé par des Pachtounes, par des voyous pachtounes. Ils essaient de tromper les gens et avertissent les dames que « ces voyous pachtounes risquent de se comporter de manière inappropriée avec vous ». Ma sœur Fatima¹⁴ est témoin que nous

¹³ Le choix de son partenaire est une pratique rarissime au Pakistan, où le mariage arrangé demeure la norme. Alors que cette pratique **hors norme** est souvent source de moqueries, les camarades de Fatima mettent cette relation en avant pour souligner sa force de caractère et son anticonformisme.

¹⁴ Ali Khan utilise ici le terme « *baji* », qui signifie littéralement « grande sœur » mais qui, par extension, peut être utilisé comme une marque de respect envers une femme plus âgée.

considérons les dames [les ouvrières] comme nos sœurs. Même si les Mohajirs et les Pachtounes sont différents, nous la considérons comme notre sœur. Ce n'est pas qu'une question de mots : nous croyons réellement qu'elle est notre sœur. Nous sommes tous frères et sœurs. C'est comme ça que les gens pensent dans notre mouvement (Ali Khan*, opérateur de machine, trentaine d'années, 2017).

Indissociable d'une tentative d'autonomisation vis-à-vis des luttes pour la ville animées par les partis politiques, cette revendication de pluralisme ethnique au sein des collectifs mobilisés n'est pas spécifique aux ouvrières et ouvriers de Khaadi. On la retrouve dans des mobilisations plus récentes, en particulier dans les protestations qui ont accompagné l'épidémie de covid-19. Les vagues de licenciement qui se multiplient dans le secteur de l'habillement en 2020-2021, l'imposition d'heures supplémentaires non payées ou encore le non-versement des primes annuelles traditionnellement attendues par les ouvriers et les ouvrières au moment de la fête de l'Aïd donnent en effet lieu à une résurgence des luttes sociales. Et s'il s'agit de conflits à bas bruit, cantonnés à une entreprise voire à l'une de ses unités de production, ceux-ci suffisent à inquiéter le patronat, déjà perturbé par la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité imposée par le FMI. Alors que la population ouvrière se trouve pour sa part durement éprouvée par l'inflation et la hausse du chômage, ces élites inquiètes sont moins portées aux concessions qu'à la répression. Et sur ce terrain, elles peuvent compter sur le soutien des lois draconiennes laissées en héritage par trois décennies de conflit armé, ainsi que sur les collusions nouées avec une myriade de spécialistes de la violence.

Au cours des dernières décennies, l'économie de Karachi a démontré une étonnante résistance aux chocs. En dépit de troubles civils d'une fréquence et d'une intensité sans équivalent dans les autres villes de la région (hors les zones de guerre de l'Afghanistan), cette cité portuaire est demeurée la pierre angulaire de l'économie pakistanaise, par sa contribution au PIB (à hauteur de 20-25 %, selon les estimations disponibles pour le début des années 2010), au trésor public (la ville fournit plus de 60 % des revenus fédéraux et 70 % de l'impôt sur le revenu collecté au niveau national), ou encore par son rôle central dans le commerce extérieur (95 % des échanges internationaux transitent par son port), le secteur manufacturier (30 % de la production nationale) et le secteur bancaire (50 % des réserves bancaires y sont stockées) (Gayer, 2014).

Confrontée à des troubles endémiques, l'économie capitaliste de Karachi doit son endurance aux stratégies d'adaptation des milieux industriels et des groupes marchands, ainsi qu'à leur captation

des effets d'aubaine des conflits urbains. Comme l'a montré la sociologie politique du travail, notamment à propos de la citoyenneté industrielle, les effets de ré-encastrement de l'économie par le social sont toujours ambivalents (Allal et Yon, 2020, p. 21). En s'immisçant dans le monde usinier, les conflits urbains de Karachi ont aussi ouvert des brèches dans l'ordre patronal. L'ethnisation de la vie politique, la prolifération des entreprises criminelles et l'emprise des protagonistes de la violence armée sur les activités productives ont instauré une nouvelle structure des opportunités pour la population ouvrière, dont les effets se sont notamment faits sentir au niveau individuel, à travers des possibilités sans précédent de contestation et, dans certaines limites, d'aménagement de la domination patronale. Il faut pourtant nuancer les effets d'aubaine de cette conjoncture troublée pour les travailleurs. Ses effets émancipateurs sont restés très relatifs, y compris au niveau individuel. Les usages tactiques du désordre extérieur par certains ouvriers et agents de maîtrise ont de surcroît encouragé l'amalgame entre activités criminelles, militantisme partisan et activités syndicales – une confusion qui a fait le lit de la répression policière et judiciaire des luttes sociales, tout en resserrant les liens entre l'appareil sécuritaire d'État et les milieux patronaux.

Il faut enfin souligner le coût de ces désordres et de l'ethnisation de la vie politique pour les classes populaires, en termes de discriminations résidentielles et ethniques à l'embauche, ou encore d'obstacles aux mobilisations collectives – même si le caractère multiethnique de la plupart des mobilisations ouvrières récentes démontre que les clivages ethniques et religieux ne sont pas insurmontables. En dépit des coûts indéniables de ces désordres pour l'activité économique et du sentiment d'insécurité lancinant des détenteurs de capital, ce sont bien eux qui ont tiré le plus grand parti de ces troubles. Leur capacité à en compenser les coûts, qui tient moins à une hypothétique faculté de résilience, qu'à une longue expérience de l'irrégularité, explique d'ailleurs la décision de ces élites économiques de ne pas succomber à la tentation de l'*exit*, contrastant avec la réponse des grands industriels aux réformes économiques de Zulfikar Ali Bhutto dans les années 1970.

À rebours des lectures pressées de Weber et des présupposés de certains courants marxistes¹⁵, ces désordres productifs démontrent que le capitalisme n'a pas toujours besoin de régularité et de prévisibilité pour produire et accumuler de la richesse. Au contraire, l'ajustement des industriels de Karachi au désordre ambiant offre une illustration saisissante de la manière dont la fragmentation de l'autorité politique, l'application irrégulière du droit et la dissémination de la

¹⁵ Pour une perspective marxiste sur le supposé besoin de stabilité politique du capitalisme, voir Meiksins Wood, 2009.

violence à travers la société, loin de cantonner leurs effets à la déstabilisation des processus de production, peuvent aussi devenir des éléments structurants de l'accumulation capitaliste.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ali K.A., 2015 *Surkh Salam : Communist Politics and Class Activism in Pakistan 1947-1972*, Karachi : Oxford University Press.

Allal A., Catusse M., Emperador Badimon M. (dir.), 2018 *Quand l'industrie proteste. Fondements moraux des (in)soumissions ouvrières*, Rennes : PUR.

Allal A., Yon K., 2020 « Citoyennetés industrielles, (in)soumissions ouvrières et formes du lien syndical : pour une sociologie politique des relations de travail », *Critique internationale*, 87, p. 15-32.

Baczko A., Dorronsoro G. et Quesnay A., 2016 *Syrie. Anatomie d'une guerre civile*, Paris : CNRS Éditions.

Ballvé, T., 2020 *The Frontier Effect: State Formation and Violence in Colombia*, Ithaca : Cornell University Press.

Berman B., Lonsdale J., 1992 *Unhappy Valley : Conflict in Kenya and Africa*, Londres : James Currey.

Blok A., 1974 *The Mafia of a Sicilian Village, 1860-1960 : A Study of Violent Peasant Entrepreneurs*, New York : Harper & Row.

Boissière T., Tabet A.-H., 2018 « Une économie de la survie au plus près de la guerre : stratégies quotidiennes des réfugiés syriens à Nabaa », *Critique internationale*, 80, p. 89-109.

Bontemps V., Bathaïe A., 2016 « Normes de dangers et productions d'urbanités : quelques réflexions à partir de villes en conflit (Kaboul et Naplouse) », *L'Homme*, 219-220, p. 263-286.

Chakrabarty D., 1989 *Rethinking Working-Class History : Bengal 1890-1940*, Cambridge : Cambridge University Press.

Chandavarkar R., 1994 *The Origins of Industrial Capitalism in India : Business Strategies and the Working Classes in Bombay, 1900-1940*, Cambridge : Cambridge University Press.

Comisión colombiana de juristas « Informe a la 91a Conferencia Internacional del Trabajo de las Centrales Sindicales Colombianas », 30 juin 2003 [https://www.coljuristas.org/centro_de_documentacion/documento.php?id_doc=46]

Darras E., Rouger A. et Selponi Y., 2018 « Qui sont les voyous ? Sens de l'honneur, politisation pratique "ouvrière" et malentendus productifs lors d'une fermeture d'usine », dans Allal A., Catusse M., Emperador Badimon M. (dir.), *Quand l'industrie proteste*, p. 119-141.

De Blic D., Lemieux C., 2005 « Le scandale comme épreuve : éléments de sociologie pragmatique », *Politix*, 71, p. 9-38.

Debos M., 2013 *Le Métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris : Karthala.

Delpech Q., 2013 *Mobilisations syndicales et violence au Sud. Protester dans les usines de la sous-traitance internationale au Guatemala*, Paris : Karthala.

Dorronsoro G., Grojean O. (dir.), 2015 *Identités et politique. De la différenciation culturelle au conflit*, Paris : Presses de Sciences Po.

Friberg J.H., Midtbøen A. H., 2018 « Ethnicity as Skill: Immigrant Employment Hierarchies in Norwegian Low-Wage Labour Markets », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44 (9), p. 1463-1478.

Gayer L., 2014 *Karachi: Ordered Disorder and the Struggle for the City*, Londres : Hurst.

Gayer L., 2020 *Le Capitalisme irrégulier. Ordre patronal et désordres urbains à Karachi*, mémoire d'HDR, sous la direction de Gilles Dorronsoro, Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne.

Gayer L., 2021 « Des dissensions estudiantines à la guerre de campus. L'escalade de la violence politique à l'université de Karachi (1979-1991) », dans Allal A., Dorronsoro G., Grojean O. (dir.), *Politiques de la violence. Organiser la lutte de la Colombie au Pakistan*, Paris/Aix-en-Provence : Karthala/Sciences Po Aix, p. 145-166.

Gayer L., 2023 *Le Capitalisme à main armée. Défendre l'ordre patronal dans un atelier du monde*, Paris : CNRS Editions.

Gayer L., Kirmani N., 2022 « “Ce qui se voit se vend” : journalisme de quartier et mise à l'épreuve de la réalité à Lyari, Karachi », dans Quentin Deluermoz Q., Foa J. (dir.), *Les Épreuves de la guerre civile*, Paris : Presses de la Sorbonne, p. 111-138.

Gayer, L., Russo, S., 2022 « “Let's Beat Crime Together”: Corporate Mobilizations for Security in Karachi, Pakistan », *International Journal of Urban Regional Research*, 46 (4), p. 594-613.

Gill L., 2007 « “Right There With You ”: Coca-Cola, Labor Restructuring and Political Violence in Colombia », *Critique of Anthropology*, 27 (3), p. 235-260.

Gill L., 2009 « The Parastate in Colombia: Political Violence and the Restructuring of Barrancabermeja », *Anthropologica*, 51 (2), p. 313-325.

Gill L., 2016 *A Century of Violence in a Red City : Popular Struggle, Counterinsurgency, and Human Rights in Colombia*, Durham : Duke University Press

Ginzburg C., 2002 « De près, de loin : des rapports de force en histoire – Entretien de Philippe Mangeot avec Carlo Ginzburg », *Vacarme*, 18, p. 4-12.

- Grajales J. 2011 « The Rifle and the Title: Paramilitary Violence, Land Grab and Land Control in Colombia », *Journal of Peasant Studies*, 38 (4), p. 771-792.
- Grajales J., 2021 *Agrarian Capitalism, War and Peace in Colombia : Beyond Dispossession*, Milton Park : Routledge.
- Hall D., Hirsch P., Murray Li T. (eds.), 2011 *Powers of Exclusion : Land Dilemmas in Southeast Asia*, Honolulu : University of Hawaii Press.
- Harvey D., 2005 « Accumulation by Dispossession », dans *The New Imperialism*, New York : Oxford University Press, p. 137-182.
- Hasan A., 2017 « From the Demise of Cosmopolitanism to its Revival: Trends and Repercussions for Karachi », dans Khan N. (ed.), *Cityscapes of Violence in Karachi : Publics and Counterpublics*, Londres : Hurst, p. 173-186.
- Hayat S., 2017 « Une politique en mode mineur : ordre patronal et ordre communautaire dans les mines du Nord au XIX^e siècle », *Politix*, p. 123-146.
- Hobsbawm E., 1967 [1964] *Labouring Men : Studies in the History of Labour*, Garden City (NY) : Anchor Books.
- Hussain A., 1990 « The Karachi riots of December 1986: crisis of state and civil society in Pakistan », dans Das V. (ed.), *Mirrors of Violence : Communities, Riots and Survivors in South Asia*, Delhi : Oxford University Press, p. 185-193.
- IndustriAll, « Les syndicats algériens confrontés à la répression sur fond de réformes controversées du droit du travail », 4 octobre 2023 [<https://www.industriall-union.org/fr/les-syndicats-algeriens-confrontes-a-la-repression-sur-fond-de-reformes-controversees-du-droit-du>],
- Joshi C., 2005 [2003] *Lost Worlds : Indian Labour and its Forgotten Histories*, Londres : Anthem Press.
- Koloma Beck T., 2006 *The Normality of Civil War : Armed Groups and Everyday Life in Angola*, Frankfurt/New York : Campus Verlag.
- Kuruwita R. 2023 « Sri Lanka's Proposed Anti-terror Law Makes Dissent an Act of Terror », *The Diplomat*, 28 avril 2023.
- Lamchek J., 2022 « The Legacy of the War on Terror in the Philippines », *Verfassungsblog*, 1 février 2022 [<https://verfassungsblog.de/os4-legacy-philippines/>]
- Levien M., 2018 *Dispossession without Development : Land Grabs in Neoliberal India*, New York : Oxford University Press.
- Levy B., 2023 *Terre, travail et violence à la périphérie du capitalisme agraire. Contradictions sociales et conflit armé au sein des plantations du Magdalena, Colombie (1964-2006)*, thèse de doctorat en géographie, Université Grenoble Alpes, 2023.

- Linhardt D., Moreau de Bellaing C., 2013 « Ni guerre ni paix », *Politix*, 104.
- Mallick A., 2014 *Class Politics in the Era of Neoliberalism: The Case of Karachi, Pakistan*, Masters Thesis, York University.
- Marchal R., Messiant C., 1997 *Les chemins de la guerre et de la paix. Fins de conflits en Afrique orientale et australe*, Paris : Karthala.
- Marx K. (1993) [1867] *Le Capital. Critique de l'économie politique. Livre premier : le procès de production du capital*, Paris : PUF.
- Marx K., 1970 « Bénéfices secondaires du crime », reproduit dans Szabo D. (dir.), *Déviance et criminalité*, Paris : Armand Collin, p. 84-85.
- Mayaram S. (ed.), 2009 *The Other Global City*, Londres : Routledge.
- McCann M., 1994 *Rights at Work : Pay Equity Reform and the Politics of Legal Mobilization*, Chicago : Chicago University Press.
- Meiksins Wood, E., 2009 *L'Origine du capitalisme*, Paris : Lux Éditeur.
- Millan M., Saluppo A. (dir.), 2021 *Corporate Policing, Yellow Unionism, and Strikebreaking, 1890-1930*, Milton Park : Routledge.
- Murray Li T., Semedi P., 2021 *Plantation Life : Corporate Occupation in Indonesia's Oil Palm Zone*, Durham : Duke University Press.
- Norwood Stephen H. 2002 *Strikebreaking and Intimidation : Mercenaries and Masculinity in Twentieth-Century America*, Chapel Hill & Londres : The University of North Carolina Press.
- Potter L., 2020 « Colombia's Oil Palm Development in Times of War and "Peace": Myths, Enablers and the Disparate Realities of Land Control », *Journal of Rural Studies*, 78, p. 491-502.
- ONU, « Venezuela abuse de las leyes antiterroristas para condenar a los sindicalistas, denuncian expertos », *UN News*, 11 août 2023 [<https://news.un.org/es/story/2023/08/1523357>]
- Rahman T., 1995 « The Sindhi Language Movement », *Asian Survey*, 35 (11), p. 1005-1016.
- Richards P. (ed), 2004 *No Peace, No War : An Anthropology of Contemporary Conflict*, Londres : James Currey.
- Siméant J., préface à Delpech Q., 2013 *Mobilisations syndicales et violence au Sud. Protester dans les usines de la sous-traitance internationale au Guatemala*, Paris : Karthala.
- Smith, R.M., 2003 *From Blackjacks to Briefcases: A History of Commercialized Strikebreaking and Unionbusting in the United States*, Athens : Ohio University Press.
- Soares de Oliveira, R., 2015 *Magnificent and Beggar Land : Angola Since the Civil War*, Londres : Hurst.

- Sidel J. T., 1998 « The Underside of Progress: Land, Labor, and Violence in Two Philippine Growth Zones, 1985-1995 », *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, 30 (1), p. 3-12.
- Taussig M., 2003 *Law in a Lawless Land : Diary of a Limpieza in Colombia*, Chicago : Chicago University Press.
- Vignal, L., 2018 « Produire, consommer, vivre : les pratiques économiques du quotidien dans la Syrie en guerre (2011-2018) », *Critique internationale*, 80, p. 45-65.
- Volkov V., 2002 *Violent Entrepreneurs: The Use of Force in the Making of Russian Capitalism*, Ithaca : Cornell University Press.
- Weatherford W.D., 1963 « Pakistan », dans Galenson W. (ed.), *Labor in Developing Economies*, Berkeley : University of California Press, p. 11-70.